

Déclaration liminaire au CTL du 24/6/2016

Monsieur le Président,

Notre instance se tient à un moment très particulier d'une mobilisation de grande ampleur contre la loi travail et le refus de voir une précarisation accrue du monde du travail. Face à un refus majoritaire dans le pays, face aux actions, grèves et mobilisation du monde du travail, il est imposé en force un recul profond qui serait lourd de conséquence pour les salariés.

Nous tenons ici, même si nous avons conscience que ce n'est pas ce CTL qui réglera ces questions, à dénoncer un gouvernement qui se coupe profondément des aspirations portées par une grande partie de la population. Nous n'en oublions pas pour autant la situation des agents des finances publiques que nous représentons. La situation de la DGFIP est clairement catastrophique au vu des réalités vécues dans les services tout comme au vu des arbitrages en cours.

Si le gouvernement compte sur l'Euro de football pour faire diversion, et mise sur les congés d'été pour affaiblir la contestation, il sous-estime le rebond qui sera d'autant plus fort à la rentrée.

Solidaires Finances Publiques réaffirme donc son opposition à la loi travail et demande son retrait sans condition.

Partout, une même logique veut s'imposer : déréglementer, réduire l'action publique, flexibiliser. L'avenir de la DGFIP se joue maintenant. Les lignes directrices de la DGFIP sont annonciatrices de sa destruction par la poursuite des suppressions d'emplois, l'accélération des restructurations et le démantèlement des règles de gestion.

Solidaires Finances Publiques appelle au renforcement du service public, des moyens humains, budgétaires et juridiques de la DGFIP, le maintien et le renforcement des droits sociaux des agents, une revalorisation des régimes indemnitaires et une véritable reconnaissance des qualifications.

Sur la division des affaires juridiques, les statistiques avancées ce jour ne font que révéler le mauvais calibrage du service en termes d'emplois. En effet, l'accroissement des stocks de réclamations contentieuses et gracieuses et des rescrits confirme les mises en garde de Solidaires Finances Publiques lors d'un précédent CTL.

Le point de l'ordre du jour portant sur le DUERP/PAP est un rendez-vous annuel. Cependant, sur les sujets liés aux conditions de travail (DUERP, TBVS), il est plus que nécessaire que l'administration prenne enfin ses responsabilités. Les constats dans ces divers documents sont clairs et confirment une aggravation des tensions dans les services (+ 900 RPS). Au-delà des « outils », la question essentielle est aussi de trouver de réelles réponses pour garantir une vie humaine au travail. Il est impératif et urgent de dépasser le cadre du constat annuel des difficultés rencontrées, pour passer à leur réelle prise en compte. Nous constatons que 85 actions figurant au PAP sont reconductibles d'années en années puisqu'elles ne coûtent rien à la Direction, et nous déplorons leur inefficacité réelle.

L'administration doit avoir les moyens de ses ambitions dans l'accomplissement des missions. La clé de voûte d'un PAP réaliste passe par l'emploi, c'est à dire l'arrêt des suppressions et le renforcement des services en difficulté.

C'est votre responsabilité pénale, Monsieur le Directeur, qui est engagée.

Concernant la 6ème BDV et le SCRA, il est bien trop tard pour nous présenter les projets, le CTL n'étant pas une chambre d'enregistrement. Comme nous vous le rappelons régulièrement, cette instance se doit d'être un espace de propositions, d'écoute et de dialogue.

Solidaires Finances Publiques dénonce la méthode honteuse de l'annonce de la suppression de ces services.

Une fois de plus, les chefs de services, les agents et les organisations syndicales ont été mis devant le fait accompli, ce qui constitue un nouveau RPS. Il est inacceptable que la DRFiP59 génère de nouveaux RPS alors que l'étude du DUERP en a mis à jour de trop nombreux déjà.

Alors que le contrôle fiscal n'a permis de recouvrer que 25% de la fraude estimée au niveau national, la DRFiP59 s'est laissée voler des postes de vérificateurs. Pourtant, si la DG est capable de compenser auprès de la DRFiP les emplois A alloués au PTDR Nord, pourquoi n'a-t-elle pas implanté les postes dans les Dircofi concernées ?

Or, notre Direction est chaque année fortement touchée par les suppressions d'emplois. Depuis quand notre département frontalier ne nécessite plus des emplois à la hauteur des enjeux ?

Solidaires Finances Publiques exige que des emplois soient créés sur les BDV restantes pour que la lutte contre la fraude fiscale ne soit pas juste de l'affichage dans notre département. Ces créations permettront aussi le maintien à long terme des collègues vérificateurs sur leurs missions.

